

LE PROGRAMME DU FN ET LES IDÉES D'EXTRÊME-DROITE SONT OPPOSÉS AUX INTÉRÊTS DES SALARIÉ-E-S !

Les absences de réponses aux questions sociales vécues par les salarié-e-s, les privé-e-s d'emploi, les retraité-e-s, les jeunes, ainsi que la crise avec ses conséquences dramatiques, fournissent un terreau exploité par l'extrême-droite. Les politiques d'austérité génèrent une aggravation du chômage, le développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et des processus d'exclusion. Cela accroît la désespérance sociale.

UNIS
CONTRE l'extrême droite
POUR le progrès social
et l'égalité des droits

CGT
FSU
SOLIDAIRES
UNEF
UNL
FIDL

préférence nationale est au cœur du programme du FN. Elle exprime la volonté de réserver les emplois, les logements, les aides sociales aux détenteurs/trices de la nationalité française, en excluant une bonne partie des classes populaires.

La fausse solution du capitalisme national

Engagée depuis quelques années avec l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête, l'opération de banalisation du FN se poursuit, bénéficiant du concours de certains médias. Mais, derrière cette façade détournant à ses fins électoralistes certaines revendications du mouvement social, le FN reste un parti nationaliste, xénophobe, sexiste et raciste. Il agit de concert avec la nébuleuse de l'extrême-droite française actuellement à l'offensive (des manifestations réactionnaires et homophobes, en passant par les violences racistes de groupuscules, jusqu'au duo antisémite Dieudonné-Soral). C'est un piège dans lequel les salarié-e-s ne peuvent tomber, d'autant qu'il existe d'autres solutions pour sortir de la crise, comme répartir autrement les richesses, revitaliser les solidarités...

La préférence nationale : un projet raciste

Faire de l'étranger un bouc émissaire est à l'opposé des valeurs de solidarité que nous portons et défendons au quotidien. Toutes les discriminations, notamment en raison de l'origine, sont pourtant interdites en France. Or, tous les amalgames de ces dernières années (en matière de sécurité, d'immigration, de religion, d'emploi...) ont fini par renforcer et diffuser dans notre société un discours de stigmatisation. La

L'accélération des politiques d'austérité a généré une aggravation du chômage, un développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion. Face à l'Europe et à la mondialisation libérales, contraires aux intérêts des salarié-e-s et aux besoins sociaux fondamentaux, les réponses protectionnistes du FN ne visent qu'à protéger le capitalisme national sans s'attaquer à l'antagonisme capital/travail et à la financiarisation de l'économie.

Contrairement au FN, nous revendiquons un monde où les solidarités internationales priment en termes économiques, politiques et sociaux. Le capitalisme provoque l'accaparement des richesses par une minorité, c'est bien l'exploitation qui est en cause. C'est l'union à grande échelle des salarié-e-s, quels que soient leur nationalité et leur lieu de travail, qu'il convient de rechercher.

Des discours démagogiques et opportunistes

En changeant son discours selon les saisons et les publics, le FN veut apparaître comme le soutien des salarié-e-s. Mais le FN est contre la réduction du temps de travail, qui constitue pour lui une « désorganisation des entreprises et une hausse injustifiée de la masse salariale » ;

il est contre le Code du Travail « pour libérer le travail des entreprises de l'étatisme » ; il est bien sûr contre la grève qui est assimilée à une « prise d'otage » hostile à « l'intérêt national » ; et il est évidemment contre les syndicats assimilés à « un facteur de blocage de l'économie ». Les élu-e-s FN à l'Assemblée nationale ne portent pas de propositions en faveur des salarié-e-s : aucune sur le Smic, la défense des retraites, l'éducation, la santé, une fiscalité plus juste !

Les droits des femmes dévoyés

Le Front National a été obligé d'intégrer dans son discours le fait que les femmes ont obtenu certains acquis. Il va jusqu'à se prétendre le défenseur des femmes, en instrumentalisant la laïcité pour mieux agiter le fantasme du péril musulman ou celui de l'immigration. Les rangs du FN comptent les tenants d'une vision réactionnaire de la place des femmes, qui auraient avant tout vocation à être mères. On y retrouve les militant-e-s « pro-life » qui manifestent contre les centres IVG, les partisans du salaire maternel et ceux qui militent contre la déconstruction des stéréotypes à l'école. Nombre de ses adhérents-e-s et de ses satellites étaient présent-e-s dans les manifestations qui s'opposaient à l'égalité des droits entre hétérosexuel-les et homosexuel-les. Leur obsession identitaire et xénophobe : c'est avant tout la défense réactionnaire du mythe d'un occident blanc chrétien. Les acquis des femmes sont bien le fruit de luttes féministes, que le FN a toujours combattues !

L'extrême-droite est aux antipodes des intérêts des salarié-e-s...

Aux antipodes d'une société solidaire, le projet du FN aboutit à aggraver la concurrence, à plus de dumping social et fiscal, à l'exacerbation des tensions xénophobes et nationalistes.

Le Pen se présente comme la « candidate anti-système », en défense du peuple, des « laissés pour compte » de la crise,

mais le projet politique qu'elle incarne est d'abord celui d'un nationalisme exacerbé qui ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme, ni la course au profit, ni la concentration des richesses dans les mains d'une minorité.

Le FN, de l'échelon communal à l'échelon européen, ne distillera que division, repli sur soi et fragilisera le vivre ensemble !

L'extrême-droite dispose désormais de plus de 2 000 conseiller-es municipaux et intercommunaux, à même de distiller et d'étendre sa sphère d'influence. Ce sont plus de 450 000 administré-e-s sur lesquels pèsent les conséquences pratiques des politiques d'extrême-droite : fin de la gratuité de la cantine pour les enfants les plus pauvres, heures de garderie refusées aux enfants de chômeurs, suppression des subventions aux centres sociaux des quartiers les plus défavorisés. Dans les villes gérées par l'extrême-droite, ce sont les classes populaires qui trinquent.

Le résultat du FN aux élections européennes (25 %), le plaçant en tête, a provoqué un véritable choc. Aux élections sénatoriales, pourtant peu favorables au FN, près de 4 000 grands électeurs et électrices ont donné leur vote à l'extrême-droite, multipliant par près de quatre son potentiel électoral, lui permettant d'avoir ainsi deux élus.

Il faut s'organiser syndicalement, lutter en partant des revendications des salarié-e-s, faire progresser la démocratie et gagner de nouveaux droits et conquêtes sociales !

Notre campagne intersyndicale « Uni-e-s contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques », initiée le 29 janvier 2014 à Paris, avec des centaines de syndicalistes, et plusieurs dizaines d'initiatives sur tout le territoire, entre dans une nouvelle phase pour contrer massivement l'extrême-droite. C'est en ce sens que nous avons créé l'observatoire national intersyndical des politiques et pratiques municipales de l'extrême-droite.

